



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité Départementale Rouen-Dieppe

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté du **17 FEV. 2026** réglementant les activités exercées par la société LUBRIZOL
FRANCE sise 25 quai de France 76100 ROUEN

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre I, ses titres I et II du livre II et ses titres I et IV du livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du même code ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 10 mars 2006 relatif à l'information des populations pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2015 relatif à la dématérialisation de la déclaration des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 relatifs aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pressions simples ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

- Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 réglementant les activités exercées par la société LUBRIZOL FRANCE – établissement de Rouen – 25, quai de France à Rouen ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 5 mai 2022 réglementant les activités exercées par la société LUBRIZOL FRANCE – établissement de Rouen – 25, quai de France à Rouen ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2021 imposant des prescriptions complémentaires à société LUBRIZOL FRANCE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2023 imposant des prescriptions complémentaires à société LUBRIZOL FRANCE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normand approuvé par arrêté préfectoral du 23 mars 2022 ;
- Vu la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ;
- Vu la circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 4 mai 2007 relative au porter à la connaissance "risques technologiques" et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées ;
- Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;
- Vu la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu le courrier de l'inspection en date du 15 septembre 2023 relatif à la modification des valeurs limites en flux et en concentration du paramètre HCl pour le conduit n° 9 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 novembre 2023 relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines de l'exploitation ;
- Vu le courrier de l'inspection en date du 26 janvier 2024 relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du site et à la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux ;

- Vu le courrier de l'inspection en date du 24 septembre 2024 relatif au suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du site et à la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux ;
- Vu le courrier de l'inspection en date du 14 octobre 2025 relatif à la réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 mars 2024 relatif à l'autorisation d'exploiter l'unité de remplissage ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} octobre 2024 relatif à l'instruction de l'étude de dangers de l'unité Mélange ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 décembre 2024 relatif à l'instruction du dossier de réexamen IED du site ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 décembre 2024 relatif à la réception de la pomperie en Seine ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 mars 2025 relatif à l'instruction de l'étude de dangers des unités OCP et SBR ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 mars 2025 relatif à l'instruction de l'étude de dangers des unités DA-PIBSA et Dispersants ;
- Vu le courrier du SDIS76 réceptionné le 14 octobre 2025 donnant avis sur la création d'un second réseau d'incendie ;
- Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 6 janvier 2026 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis en date du 20 janvier 2026 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel l'exploitant a été entendu ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 23 janvier 2026 à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu le courriel de l'exploitant en date du 5 février 2026 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT :

que la société LUBRIZOL FRANCE exploite sur les communes de Rouen et Petit-Quevilly une usine produisant des additifs pour lubrifiants ;

que l'établissement est classé et soumis à autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

qu'il convient de revoir et de mettre à jour un ensemble de prescriptions suite à la révision des études de danger du site ;

que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables à l'installation et plus particulièrement celles décrites dans la décision d'exécution de la commission européenne du 6 décembre 2022 (publiée au JOUE du 12 décembre 2022) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, considérées comme conclusions sur les meilleures techniques disponibles principales ;

qu'il convient de revoir et de mettre à jour les valeurs limites des rejets du site et que celles-ci doivent respecter les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques applicables aux installations couvertes par le périmètre défini par la directive dite IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 pour assurer leur conformité aux dispositions de l'article R. 515-67 du code de l'environnement, en tenant compte le cas échéant des traitements internes ou externes complémentaires avant rejet ;

qu'il convient par ailleurs de revoir et de mettre à jour un ensemble d'autres prescriptions afin d'assurer la conformité de l'autorisation aux exigences de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 et conformément à l'article R. 515-60 du code de l'environnement ;

que pour simplifier le suivi administratif du site et permettre une meilleure lisibilité des dispositifs qui lui sont applicables, il apparaît opportun de refondre entièrement l'arrêté préfectoral cadre réglementant le site avec les nouvelles prescriptions ;

que des teneurs notables en PFAS ont été relevées dans les eaux souterraines au droit du site depuis 2019 avec une tendance à la hausse enregistrée dans les ouvrages prélevés en bordure de site industriel dans la nappe superficielle ;

que certains de ces PFAS sont caractéristiques de l'utilisation d'émulseurs fluorés ;

que des émulseurs fluorés ont été utilisés en quantités sur le site par le passé ;

que les PFAS présents dans la nappe souterraine sont susceptibles de migrer vers d'autres masses d'eau souterraines ou superficielles hors des limites de l'établissement ;

que les usages de certaines de ces masses d'eau pourraient mener à une exposition des personnes ;

que certains PFAS peuvent présenter des effets sur la santé humaine et que des valeurs toxicologiques de référence ont été établies par différents organismes afin de caractériser cette toxicité ;

qu'il convient donc d'évaluer le niveau de risque encouru par les populations autour de l'établissement au moyen d'une interprétation de l'état des milieux (IEM), afin de déterminer si l'état des milieux impactés est compatible ou non avec leurs usages et, dans la négative, de mettre en œuvre des actions afin d'améliorer la situation ou d'éviter qu'elle ne s'aggrave davantage ;

que certains PFAS caractéristiques de l'utilisation des émulseurs fluorés mériteraient d'être ajoutés aux analyses réalisées sur les eaux souterraines et, le cas échéant, intégrés à la démarche IEM ;

qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

qu'il y a lieu en conséquence de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes ;

que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Table des matières

1	Portée de l'autorisation et conditions générales.....	11
1.1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	11
1.1.1	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	11
1.1.2	Localisation et surface occupée par les installations.....	11
1.1.3	Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	11
1.1.4	Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	11
1.2	Nature des installations et des produits chimiques autorisés.....	11
1.2.1	Réglementation Seveso.....	13
1.2.2	Réglementation IED.....	13
1.2.3	Consistance des installations autorisées.....	13
1.2.4	Informations sur les produits chimiques.....	14
1.3	Conformité aux dossiers de l'exploitant.....	14
1.4	Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	14
1.4.1	Cessation d'activité et remise en état.....	14
1.4.2	Équipements abandonnés.....	14
1.5	Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	15
1.6	Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.....	15
1.7	Rapport d'incident ou d'accident.....	15
1.8	Réserves de produits ou matières consommables.....	15
2	Protection de la qualité de l'air.....	16
2.1	Conception des installations.....	16
2.1.1	Conduits et installations raccordées.....	16
2.1.2	Conditions générales de rejet.....	16
2.2	Limitation des rejets.....	17
2.2.1	Valeurs limites des concentrations et flux dans les rejets atmosphériques....	17
2.2.1.1	Émissions canalisées.....	17
2.2.1.2	Émissions diffuses.....	20
2.2.2	Odeurs.....	20
2.3	Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	21
2.3.1	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	21
2.3.2	Mesures « comparatives ».....	22
2.3.3	Surveillance des odeurs dans l'environnement.....	22
2.4	Gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des substances présentant des risques sanitaires aigus importants ou susceptibles de générer des incommodités fortes sur de grandes distances.....	22
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	23
3.1	Prélèvements et consommations d'eau.....	23
3.1.1	Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	23
3.1.2	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	23
3.1.2.1	Protection des eaux d'alimentation en eau potable.....	23
3.1.2.2	Réseau d'eau de refroidissement.....	23
3.1.2.3	Réseau d'eau adoucie.....	23

3.2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	24
3.2.1	Dispositions générales.....	24
3.2.2	Points de rejet.....	24
3.2.3	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	25
3.2.4	Entretien et surveillance.....	25
3.3	Limitation des rejets.....	26
3.3.1	Caractéristiques des rejets externes.....	26
3.3.2	Rejets internes.....	28
3.4	Surveillance des prélèvements et des rejets.....	28
3.4.1	Relevé des prélèvements d'eau.....	28
3.4.2	Contrôle des rejets.....	28
3.5	Surveillance des eaux souterraines.....	30
3.5.1	Réseau de surveillance.....	30
3.5.2	Programme de surveillance.....	31
3.5.3	Bilan quadriennal.....	31
3.5.4	Évaluation de l'impact sanitaire des eaux souterraines.....	32
3.6	Surveillance des sols.....	32
3.7	Dispositions spécifiques en cas de sécheresse.....	33
4	Protection du cadre de vie.....	34
4.1	Limitation des niveaux de bruit.....	34
4.1.1	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	34
4.1.2	Valeurs limites d'émergence.....	34
4.1.3	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	34
4.1.4	Bruits à tonalité marquée.....	34
4.1.5	Vibrations.....	34
4.2	Insertion paysagère.....	34
5	Prévention des risques technologiques.....	35
5.1	Conception des installations.....	35
5.1.1	Règles générales de conception.....	35
5.1.2	Dispositions constructives et comportement au feu.....	35
5.1.3	Désenfumage des locaux comportant des zones à risque d'incendie.....	35
5.1.4	Ventilation.....	36
5.1.5	Protection des équipements.....	36
5.1.6	Installations électriques.....	36
5.1.7	Zones ATEX.....	37
5.1.8	Recharge de batteries.....	37
5.1.9	Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	37
5.1.10	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	37
5.2	Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents.....	38
5.2.1	Clôture.....	38
5.2.2	Arrêt d'urgence.....	37
5.2.3	Formation du personnel.....	38
5.2.4	Sous-traitance.....	38
5.2.5	Détecteurs.....	39
5.2.6	Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité.....	39
5.3	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	40
5.3.1	Moyens de lutte contre l'incendie.....	40
5.4	Sécurité des procédés.....	40

5.4.1 Documents de sécurité.....	40
5.4.2 Documents de fabrication.....	41
5.4.3 Modification et actualisation de procédés existants.....	41
5.4.4 Formation.....	41
5.5 Inondation.....	42
6 Prévention et gestion des déchets.....	42
6.1 Production de déchets – Limitation du stockage sur site.....	42
7 Dispositions finales.....	43
7.1 Frais.....	43
7.2 Délais et voies de recours.....	43
7.3 Information des tiers.....	44
7.4 Exécution - Ampliation.....	44
1 Annexe 1 - Nature des installations - Informations sensibles – NON Communicables.....	45
1.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	45
1.2 Consistance des installations autorisées.....	48
1.2.1 Description des activités autorisées.....	48
1.2.2 Liste détaillée des produits autorisés à l'exploitation et au stockage.....	49
2 Annexe 2 - Dispositions générales – Informations sensibles – Non communicables	51
2.1 Infrastructures et installations.....	51
2.1.1 Bâtiments et locaux.....	51
2.1.2 Postes de secours.....	51
2.1.3 Salles de contrôle.....	51
2.1.4 Salle des surpresseurs.....	52
2.2 Prévention des risques technologiques.....	52
2.2.1 Exploitation.....	52
2.2.2 Détection de gaz.....	52
2.2.3 Prévention et traitement d'une décomposition.....	53
2.3 Postes de chargement et de déchargement.....	53
2.3.1 Accueil des chauffeurs, vérification et surveillance avant les transferts.....	53
2.3.1.1 Conformité des aires de dépotage.....	54
2.3.1.2 Consignes, habilitation, et barrières de sécurité.....	54
2.3.2 Vérification et surveillance pendant les transferts.....	54
2.3.3 Vérification et surveillance après les transferts.....	55
2.3.4 Prévention des pollutions.....	55
2.4 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	55
2.4.1 Définition générale des moyens.....	55
2.4.2 Protections individuelles du personnel d'intervention.....	55
2.4.3 Ressources en eau et mousse.....	57
2.4.3.1 Dispositions générales.....	57
2.4.3.2 Moyens spécifiques autour du bâtiment D4 – unité de remplissage.....	58
2.4.3.3 Moyens de pompage en Seine :.....	59
2.4.3.4 Moyens supplémentaires de lutte contre un incendie pour <i>l'alimentation rapide des secours extérieurs</i>	59
2.4.4 Consignes générales d'intervention.....	59
2.4.5 Système d'alerte interne.....	59

2.4.6	Plan d'opération interne.....	60
2.4.7	Protection des populations.....	61
2.4.7.1	Alerte par sirène.....	61
2.4.7.2	Information préventive des populations pouvant être affectées par un accident majeur.....	61
2.4.8	Protection des milieux récepteurs.....	62
2.4.8.1	Bassin ou réservoir de confinement.....	62
2.4.8.2	Barrage.....	62
3	Annexe 3 – Unité mélange et fabrication d'antimousse – Informations sensibles – Non communicables.....	63
3.1	Consistance des installations.....	63
3.2	Prévention des risques technologiques.....	63
3.2.1	Dispositions générales.....	63
3.2.2	Conditions d'exploitation.....	63
3.2.3	Dimensionnement des événements vis-à-vis du risque de pressurisation lente....	64
3.2.4	Traitement des événements.....	64
3.2.5	Barrières de sécurité.....	64
3.2.5.1	Protection incendie :	64
4	Annexe 4 - unité Alkylation (DA PIBSA) et Dispersants – Informations sensibles – Non communicables.....	65
4.1	Consistance des installations.....	65
4.2	Prévention des risques technologiques.....	65
4.2.1	Dispositions générales.....	65
4.2.2	Conditions d'exploitation.....	65
4.2.3	Barrières de sécurité.....	68
4.2.4	Bac de stockage d'anhydride maléique.....	69
4.2.5	Oxydateur thermique.....	69
5	Annexe 5 – Unités OCP-Sbr – Informations sensibles – Non communicables.....	71
5.1	Consistance des installations.....	71
5.2	Prévention des risques technologiques.....	71
5.2.1	Dispositions générales.....	71
5.2.2	Barrières de sécurité.....	71
6	Annexe 6 – Unité de traitement d'une décomposition – Informations sensibles – Non communicables.....	73
6.1	Consistance des installations.....	73
6.2	Généralités.....	74
6.2.1	Dispositions générales.....	74
6.2.2	Conditions d'exploitation.....	74
6.3	Bac de quarantaine.....	75
6.4	Reprise du produit du bac de quarantaine après traitement.....	77
6.5	Transfert du produit du bac de quarantaine vers le bac de neutralisation.....	77
6.6	Bac de neutralisation.....	78
6.7	Traitement du bac de neutralisation vers camion-citerne.....	79
6.8	Traitement des événements de l'unité de traitement d'une décomposition.....	79
6.8.1	Ballon séparateur.....	79
6.8.2	Garde hydraulique.....	79
6.8.3	Système torche I259036A.....	80
6.9	Équipement secours.....	82
7	Annexe 7 – Stockages et utilités – Informations sensibles – Non communicables	

.....	83
7.1 Consistance des installations.....	83
7.2 Prévention des risques technologiques.....	84
7.2.1 Dispositions générales.....	84
7.2.2 Lutte contre un incendie.....	85
7.2.3 Stockage des ZDDP.....	85
7.2.4 Teneur en soufre des stockages.....	86
7.2.5 Dispositif de coupure de l'alimentation électrique.....	86
7.2.6 Conditions de stockage des liquides inflammables en récipients mobiles....	86
7.2.7 Stockage d'acide chlorhydrique.....	86
7.2.8 Bâtiment G.....	86
7.2.9 Stockage Ouest.....	88
7.2.10 Stockages Sud 1 et 2.....	88
7.2.10.1 Stockage Sud 1.....	88
7.2.10.2 Stockage Sud 2.....	88
7.2.11 Stockage Petit-Quevilly.....	89
7.2.12 Stockages de propane.....	89
7.2.13 Stockage en ISO conteneurs ou citernes routières.....	90
7.2.13.1 Conditions de stockage.....	91
7.2.13.2 Barrières de sécurité.....	91
7.2.13.3 Moyens d'extinction.....	91
7.2.14 Fluide caloporteur.....	91
7.2.15 Chaudières.....	91
7.2.16 Utilités.....	92
7.2.16.1 Électricité.....	92
7.2.16.2 Air et azote.....	92
7.2.16.3 Laboratoire.....	92
7.2.16.4 Zones de stockage D, E et F, « Vrac Labo ».....	92
8 Annexe 8 – Unité de remplissage – Informations sensibles – Non communicables	94
8.1 Consistance des installations.....	94
8.2 Exploitation.....	94
8.2.1 Capacité maximale autorisée.....	94
8.2.2 Exploitation.....	94
8.2.3 Produits présents.....	96
8.3 Prévention des risques technologiques.....	96
8.3.1 Révision des études de danger.....	96
8.3.2 Dispositions constructives.....	97
8.3.3 Détection, extinction et désenfumage.....	97
8.3.4 Prévention des pollutions.....	99
9 Annexe 9 - Mesures de maîtrise des risques (MMR) – Informations sensibles confidentielles – Non communicables.....	101
10 Annexe 10 - Mesures de sûreté – Informations sensibles confidentielles – Non communicables.....	103
10.1 Entrées du site.....	103
10.2 Gardiennage et contrôle d'accès.....	103

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société LUBRIZOL FRANCE, (n°SIRET 54207095800021), dont le siège social est situé 25 quai de France 76100 ROUEN est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de ses annexes, à exploiter à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Section	Surface
Rouen	N°8 ; 9 ; 10 ; 18 ; 22 ; 27 ; 29 ; 30 ; 34 ; 36 ; 66 ; 67 ; 68 ; 69 ; 72	LL	120 531 m ²
Petit-Quevilly	N°40 ; 65 ; 66 ; 85 ; 87	AE	26 357 m ²

1.1.3 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées et remplacées par les dispositions du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 15/07/2020	Tous
Arrêté préfectoral du 03/02/2021	Tous
Arrêté préfectoral du 05/05/2022	Tous
Arrêté préfectoral du 24/05/2023	Tous

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées dans le présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations et des produits chimiques autorisés

Les installations visées par la présente autorisation environnementale relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
1434-1	Installation de chargement de véhicules citernes ou de remplissage de récipients mobiles de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts	39 m ³ /h	DC

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
1434-2	Installation de chargement ou de déchargement de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	/	A
1436	Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C	1741 tonnes	A
1510-2	Entrepôts couverts de stockage de matières combustibles	31 737 m ³	DC
2910-A	Combustion de gaz naturel	15,5 MW	DC
2915-1-a	Procédés de chauffage utilisant des corps organiques combustibles à une température égale ou supérieure à leur point éclair	9120 litres	E
2921-1	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air	4 862,5 kW	E
3410-a	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures simples	/	A
3410-d	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures azotés	/	A
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11.	/	A Seuil Haut
4130-2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation.	49 tonnes	A
4140-2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301)	5 tonnes	D
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	85 tonnes	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	1 808 t	A Seuil Haut
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	4 596 t	A Seuil Haut
4734-2	Produits pétroliers spécifiques	Quantité autorisée précisée en annexe 1 (informations sensibles)	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	25 piézomètres	D
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Superficie totale du site : 14,7 hectares	D

(*) D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil **haut** » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil **haut** par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement pour les rubriques **4510 et 4511, ainsi que** par règle de cumul tel que défini au point II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement relative aux dangers pour l'environnement pour la rubrique 4001.

1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3410 relative à la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF **OFC**.

Conformément aux dispositions de l'article R. 515-68, le périmètre des installations couvertes par la section 8 du chapitre V du titre I^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement sont les suivantes : Unité DA-PIBSA et Dispersants.

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur de la chimie fine organique, conclusions associées à la rubrique principale définie supra.

1.2.3 Consistance des installations autorisées

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Unités de production DA-PIBSA et dispersants
- Stockages
- Expédition de produits finis
- Unités de mélanges
- Unités OCP et SBR

- Unité de remplissage
- Unité antioxydants à l'arrêt
- Installations annexes

1.2.4 Informations sur les produits chimiques

Sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant est en mesure de rassembler toutes les informations utiles relatives à la nature (dont le nom chimique, le numéros CAS et, le cas échéant, l'état nano-particulaire) des substances chimiques (seules ou mélanges) constituant les matières premières, produit finis, utilités et produits d'extinction incendie présents dans l'établissement en précisant :

- le statut de l'exploitant à travers son entité sociale (importateur, utilisateur en aval, fabricant) et les numéros d'enregistrement REACH pour chacune des substances visées par l'obligation prévue à l'article 6 du règlement européen 1907/2006 dit REACH en mentionnant les enregistrements portés par un représentant exclusif et les substances ayant le statut d'intermédiaire isolé au sens de l'article 3.15) du règlement européen 1907/2006 dit REACH.
- la liste de substances extrêmement préoccupantes (article 59 du règlement précité), celles visées à l'annexe XIV du règlement précité et celle faisant l'objet d'une décision d'autorisation par la commission européenne au titre du règlement précité.

1.3 Conformité aux dossiers de l'exploitant

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant les études de danger de référence¹.

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : **usage industriel**.

En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

1.4.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Avant le 31 décembre 2026, l'exploitant transmet à l'inspection la liste des équipements l'unité antioxydant (unités 120 et 121, dépôt de pentasulfure de phosphore et utilités associées) pouvant être démantelés, ainsi qu'un échéancier concernant l'évacuation de ces équipements.

¹ Pour chaque partie du site, l'étude de dangers de référence est la dernière version de l'étude de dangers et ses compléments éventuels ayant fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées

1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version des études de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.6 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

1.7 Rapport d'incident ou d'accident

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un premier rapport provisoire est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions court-terme.

Ce rapport est complété au plus tard dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et – pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant – la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

1.8 Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à une teneur en O₂ précisée dans les articles suivants.

2.1 Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit n° 2	Oxydateur thermique	0,7 MW	Gaz naturel	/
Conduit n° 4	Chaudière fluide thermique DA-PIBSA : G434062 :Fluitherma 2	2,3 MW	Gaz naturel	/
Conduit n°5	Chaudière G434-102	6,512 MW	Gaz naturel	/
Conduit n°6	Chaudière G434-103	6,512 MW	Gaz naturel	/
Conduit n°9	Unité Dispersants	/	/	Système de traitement des événements
Conduit n°10	Évent du bac T101038	/	/	Système de traitement des événements
Conduit n°11	Unité Mélanges – Events des bacs de production	/	/	Système de traitement des événements
Conduit n°13	Unité Mélanges – Event des étuves et du fondoir (B6-B7)	/	/	Système de traitement des événements
Conduit n°14	Unité de remplissage	/	/	Système de traitement des événements

L'exploitant vérifie périodiquement les paramètres principaux et le bon fonctionnement des systèmes de traitement des événements lors de tournées opérateurs. Ces paramètres et la périodicité de vérification et de maintenance de ces systèmes sont définis sous la responsabilité de l'exploitant.

2.1.2 Conditions générales de rejet

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

Les conditions de rejet sont fixées dans le tableau suivant :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur minimale en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h
Conduit n° 2	Oxydateur thermique	13	1.1	1480
Conduit n° 4	Chaudière fluide thermique DA-PIBSA : G434062 :Fluitherma 2	20	0.450	3200
Conduit n°5	Chaudière G434-102	20	0.800	8450
Conduit n°6	Chaudière G434-103	20	0.800	8450
Conduit n°9	Unité Dispersants	12	0.250	600
Conduit n°10	Évent du bac T101038	10	0.160	/
Conduit n°11	Unité Mélanges – Events des bacs de production	6	0.100	530
Conduit n°13	Unité Mélanges – Event des étuves et du fondoir (B6-B7)	10	0.250	13
Conduit n°14	Unité de remplissage	15	0.4	4400

Les conduits n°4, 5 et 6 sont situés dans une cheminée commune.

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations et flux dans les rejets atmosphériques

2.2.1.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites indiquées dans le tableau ci-dessous en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Pour l'oxydateur thermique (conduit n° 2), les valeurs limites ci-dessous sont applicables en marche continue. Pour les conduits n° 9 à 14, les valeurs limites sont à respecter y compris lors de phénomènes de décomposition.

La concentration en oxygène de référence pour vérifier le respect des valeurs limites est :

- de 10 % pour le conduit n° 2 ;
- de 3 % pour les conduits n° 4, 5 et 6 ;
- non corrigée pour les autres conduits.

Paramètre	Grandeur	Unité	Oxydateur thermique	Chaudière Fluitherma 2	Chaudière G434-102	Chaudière G434-103	Unité Dispersants	Évent du bac T101038	Unité Mélanges – Évents des bacs de production	Unité Mélanges – Évents des étuves et du fondoir (B6-B7)	Unité de remplissage
			N° 2	N° 4	N° 5	N° 6	N° 9	N° 10	N° 11	N° 13	N° 14
CO	Concentration	mg/Nm ³	100	100	100	100	/	/	/	/	/
	Flux annuel	t/an	1,29	2,8	7,4	7,4	/	/	/	/	/
Poussières	Concentration	mg/Nm ³	40	/	/	/	/	/	/	/	/
	Flux annuel	t/an	0,51	/	/	/	/	/	/	/	/
COVT (éq. C)	Concentration	mg/Nm ³	20	/	/	/	20(3)	/	/	/	/
	Flux annuel	t/an	0,25	/	/	/	0,038(3)	/	/	/	/
SO2	Concentration	mg/Nm ³	15	/	/	/	/	/	/	/	/
	Flux annuel	t/an	0,19	/	/	/	/	/	/	/	/
NOx (éq. NO2)	Concentration	mg/Nm ³	150(1)	100	100	100	/	/	/	/	/
	Flux annuel	t/an	1,94(2)	2,8	7,4	7,4	/	/	/	/	/
HAP	Concentration	mg/Nm ³	0,1	/	/	/	/	/	/	/	/
	Flux annuel	t/an	0,001	/	/	/	/	/	/	/	/
HCl	Concentration	mg/Nm ³	5	/	/	/	20	20	/	/	/
	Flux journalier	g/j	/	/	/	/	240	/	/	/	/
	Flux annuel	t/an	0,06	/	/	/	0,07	/	/	/	/
Mercaptans	Concentration	mg/Nm ³	/	/	/	/	3	3	3	3	3
	Flux journalier	g/j	/	/	/	/	200	/	200	200	200
	Flux annuel	t/an	/	/	/	/	0,008	0,001	0,014	0,0003	0,07
H2S	Concentration	mg/Nm ³	/	/	/	/	/	/	5	5	5
	Flux journalier	g/j	/	/	/	/	/	/	800	800	800
	Flux annuel	t/an	/	/	/	/	/	/	0,023	0,0005	0,19

- (1) La VLE est abaissée à 100 mg/Nm³ à compter du 12 décembre 2026, sauf si les effluents gazeux de procédé contiennent des niveaux élevés de précurseurs de NOx
- (2) La VLE est abaissée à 1,29 t/an à compter du 12 décembre 2026, sauf si les effluents gazeux de procédé contiennent des niveaux élevés de précurseurs de NOx
- (3) VLE applicable à compter du 12 décembre 2026, si le flux est supérieur à 200 g/h

2.2.1.2 Émissions diffuses

Un bilan massique des COV, permettant d'estimer les émissions fugitives et non fugitives de COV des installations se situant dans le périmètre IED du site, est réalisé annuellement. Ce bilan, qui discrimine les COV classés CMR 1A ou CMR 1B, est transmis annuellement à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Avant le 30 juin 2026, l'exploitant effectue une première estimation sommaire des émissions diffuses fugitives annuelles de COV de ces sources.

Si cette estimation est supérieure à 5 tonnes par an pour l'ensemble des COV ou 1 tonne par an pour les COV CMR de catégorie 1A ou 1B, l'exploitant :

- recense, **avant le 30 septembre 2026**, les sources d'émissions fugitives en contact avec des COV dont la pression de vapeur est supérieure à 0,3 kPa à une température de 293,15 K. Les sources d'émissions fugitives reliées à des tuyaux de petit diamètre (inférieur à 12,7 mm, soit 0,5 pouce), ainsi que les équipements utilisés à une pression subatmosphérique, ne sont pas à prendre en compte dans l'inventaire.
- élabore, **avant le 30 novembre 2026**, un programme de détection et de réparation couvrant l'ensemble des sources d'émissions fugitives de manière à ce qu'elles soient toutes mesurées sur une période de 5 ans maximum à compter du 12 décembre 2026.

2.2.2 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.

Une mise à jour de la cartographie odeur pourra être réalisée en cas de changement substantiel des conditions d'exploiter pouvant modifier l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances. Cette cartographie alimente le Plan de Gestion des Odeurs du site.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation.

Les événements des principales unités sont collectés, notamment par le recours à un dispositif de « chapeaux chinois » maintenus en dépression au-dessus des événements. Les ouvrages de collecte sont conçus de manière à s'opposer :

- à une intercommunication et un mélange entre des produits incompatibles par le biais des canalisations d'évent, des bacs et des unités collectées,
- à la formation d'un mélange explosif en assurant une dilution suffisante (concentration inférieure à la LIE), notamment par une compensation à l'azote d'inertage dans le ciel des bacs et des unités.

Les modifications notables des circuits de collecte doivent être justifiées par une étude préalable des capacités hydrauliques et d'absorption des unités de traitement et sont réalisées dans les conditions de déclaration définies au paragraphe 1.6.1 du titre 1 du présent arrêté.

Les opérations de dépotage des camions du site dont les émissions odorantes sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement doivent être réalisées de manière à confiner ces émissions à l'intérieur des contenants.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une auto-surveillance des rejets canalisés, selon les normes en vigueur, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Pour l'unité de traitement d'une décomposition, la concentration et le flux de H₂S sont mesurés en continu en amont de la garde hydraulique, pour contrôler l'effluent avant torchage. La plage de mesure couverte permet une mesure fiable en cas de décomposition.

Pour les autres rejets canalisés, les fréquences de surveillance sont décrites dans le tableau ci-dessous (hormis pour le débit et la température, la surveillance des paramètres s'effectue via une mesure de concentration) :

Paramètre	Conduit								
	N° 2	N° 4	N° 5	N° 6	N° 9	N° 10	N° 11	N° 13	N° 14
Débit	En continu	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres
Température	En continu	/	/	/	/	/	/	/	/
Oxygène	En continu	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres	Idem autres paramètres	/	/	/	/	/
Vapeur d'eau	En continu	/	/	/	/	/	/	/	/
CO	En continu	Bisannuelle	Bisannuelle	Bisannuelle	/	/	/	/	/
Poussières	Annuelle	/	/	/	/	/	/	/	/
COVT (éq. C)	En continu	/	/	/	Semestrielle à partir du 12/12/2026 (1)	/	/	/	Annuelle
SO ₂	Annuelle puis semestrielle à partir du 12/12/2026 (1)	/	/	/	/	/	/	/	/
NO _x (éq. NO ₂)	Annuelle puis semestrielle à partir du 12/12/2026 (1)	Bisannuelle	Bisannuelle	Bisannuelle	/	/	/	/	/
HAP	Annuelle puis semestrielle à partir du 12/12/2026	/	/	/	/	/	/	/	/
HCl	/	/	/	/	Annuelle	Annuelle	/	/	/
Mercaptans	/	/	/	/	/	/	/	/	En continu
H ₂ S	/	/	/	/	/	/	En continu	En continu	En continu
Composés soufrés totaux	/	/	/	/	/	/	En continu	En continu	En continu

(1) La fréquence minimale de surveillance est ramenée à une fois par an s'il est démontré que les niveaux d'émission sont suffisamment stables.

2.3.2 Mesures « comparatives »

Pour l'ensemble des polluants réglementés à l'article 2.3.1 ci-avant, l'exploitant fait procéder à des mesures réglementaires par un organisme agréé pour les paramètres concernés, ou accrédité pour des paramètres ne faisant pas l'objet d'un agrément, à minima annuellement sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement.

Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent se substituer aux mesures comparatives.

2.3.3 Surveillance des odeurs dans l'environnement

À intervalles réguliers selon une fréquence définie par l'exploitant, celui-ci procède à une évaluation du niveau d'odeur perçu dans l'environnement et lié à ses activités. Les modalités de cette évaluation et les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.4 Gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des substances présentant des risques sanitaires aigus importants ou susceptibles de générer des incommodités fortes sur de grandes distances

L'exploitant met en œuvre les dispositions de l'avis du DGPR du 01/12/22 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Des appareils de détection adaptés complétés de dispositifs visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent doivent être mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses ou odorantes en cas de dysfonctionnement d'une unité. La vitesse et la direction du vent sont enregistrées et sont accessibles en salle de contrôle de l'exploitant.

L'exploitant dispose de mesure des données météorologiques en permanence. Ces données sont secourues et peuvent être communes à plusieurs installations.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Gestionnaire du réseau	Prélèvement maximal annuel (1) (m ³)	Débit maximal (1) (m ³ /mois)
Réseau public	Métropole Rouen Normandie	132 000 m ³ /an	11 000 m ³ /mois

(1) hors lutte contre un sinistre ou exercices de secours

3.1.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

3.1.2.1 Protection des eaux d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs disconnecteurs ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler le réseau d'alimentation en eau potable pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications périodiques et au minimum annuelles.

3.1.2.2 Réseau d'eau de refroidissement

Le réseau d'eau de refroidissement de l'exploitant doit être conçu et géré pour ne pas créer de risque de pollution des autres réseaux d'eaux (ou du milieu récepteur). Le débit et la température de l'eau notamment, doivent permettre le bon fonctionnement en toute sécurité des installations.

L'exploitant implante dans cette boucle un dispositif de mesure de pH et de conductivité, avec alarme reportée en salle de contrôle et une procédure spécifique permet de décrire les opérations à réaliser en pareil cas.

Les seuils d'alarme de pH et de conductivité bas et haut doivent être dûment choisis afin de pouvoir détecter avec une cinétique appropriée une éventuelle perte de confinement dans une installation. Les enregistrements de ces mesures doivent être conservés pendant une période de 1 an au moins et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.1.2.3 Réseau d'eau adoucie

Un clapet anti-retour dûment adapté est judicieusement implanté pour éviter toute migration d'eaux susceptibles d'être polluées vers le réseau d'eau adoucie de l'exploitant.

Une mesure en continu sur la conductivité des purges d'eaux de chaudières est en place avec des alarmes hautes et basses définies sous la responsabilité de l'exploitant et remontées en salle de contrôle et une procédure spécifique permet de décrire les opérations à réaliser sur dépassement des seuils définis par l'exploitant.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 3.2 ou non conforme aux dispositions des chapitres 3.2 et 3.3 est interdit.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

3.2.2 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les eaux de rinçage/lavage des bacs et eaux de nettoyage des sols, éliminés comme des déchets,
- les eaux dites « industrielles » : eaux de ruissellement sur voiries industrielles, purges de condensats et du circuit de refroidissement ;
- les eaux usées sanitaires et domestiques, rejetées vers la station d'épuration collective de la Métropole Rouen Normandie ;
- les eaux pluviales de toiture ou de voiries non industrielles.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2 API	N° 3	N° 4	N° 5	N° 6	N° 7 rue de Madagascar	N° 8
Coordonnées Lambert 93 X :	559089	559274	559170	559082	559093	559088	559089
Coordonnées Lambert 93 Y :	6927987	6928267	6928207	6928125	6928118	6927909	6928051
Nature des effluents	Eaux industrielles	Eaux pluviales de toiture de l'unité de remplissage	Eaux pluviales de toiture bâtiments B4 B5 B6 B7	Eaux pluviales de toiture bâtiment G	Eaux pluviales de toiture bâtiment C1	Eaux pluviales de voiries	Eaux pluviales de toiture bâtiment C4
Exutoire du rejet	Collecteur de la Métropole Rouen Normandie (en mélange avec des effluents de voiries de la Métropole et des effluents d'autres industriels) ayant pour exutoire direct le milieu naturel						
Milieu naturel récepteur	La Seine						
Traitement avant rejet	Fosse API	/	/	/	/	Séparateur d'hydrocarbures	/

3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Toutes les dispositions sont prises afin d'éviter la remontée des eaux de Seine à l'intérieur de l'établissement.

Les eaux pluviales de toiture (non polluées) de l'unité de remplissage sont évacuées vers le milieu naturel (rejet dans la darse – bassin au bois – point de rejet n° 3 défini ci-dessus). Ce rejet dispose d'une vanne d'isolement avec en amont une fosse de stockage permettant un point de prélèvement pour l'auto-surveillance ainsi qu'un bassin orage dûment dimensionné.

Rejet dans la station collective de la Métropole Rouen Normandie

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

3.2.4 Entretien et surveillance

L'exploitant procède au curage de ses fosses deux fois par an.

Au moins 1 fois tous les 5 ans, l'exploitant procède à un nettoyage des égouts (curage), et aux travaux de réfection en cas de désordre d'étanchéité.

Dans le cadre de réfection d'égouts sur le site, l'exploitant met en place des systèmes d'absence de propagation de flamme, pour limiter la surface en feu.

Une injection d'acide sulfurique en entrée de la fosse API permet une neutralisation des effluents. Cette injection est contrôlée par deux mesures de pH en continu en entrée et en sortie de fosse. Une mesure en continu de DCO est également en place en entrée de la fosse API. La fosse API dispose d'une décantation afin de séparer l'effluent de la boue.

En cas de mesure haute du DCOmètre et de mesure haute ou basse du pHmètre, une alarme définie sous la responsabilité de l'exploitant est remontée en salle de contrôle. Une procédure encadre les opérations à réaliser en cas de déclenchement des alarmes du précédent alinéa, cette procédure prévoit à minima que l'exploitant dirige dans les plus brefs délais le flux vers le bac tampon de la fosse API T101081.

En cas de rejet aqueux non conforme en amont de la fosse API, l'exploitant isole ces rejets et :

- soit dirige ces flux vers le bac dédié et réalise les actions correctrices ;
- soit arrête ses installations concernées en sécurité suivant une procédure spécifique précisant les paramètres critiques à surveiller.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE.

Avant rejet, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)

Les effluents respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Rejet n°2 : Rejet en Seine via fosse API

- Débit maximal journalier : 540 m³/j
- Débit maximal journalier en moyenne mensuelle (m³/j) : 270 m³/j

Paramètre	code SANDRE	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Concentration moyenne mensuelle (mg/l)	Concentration moyenne annuelle (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
DCO	1314	200	/	100 à compter du 12/12/2026	60
MES	1305	30	/	/	10
DBO5	1313	100 jusqu'au 11/12/2026 30 à compter du 12/12/2026	/	/	30
Azote total	1551	/			
Phosphore total	1350	/			
AOX	1106	1	/	25 à compter du 12/12/2026 3 à compter du 12/12/2026	7 1
Hydrocarbures totaux	7009	5	/	/	0,5 2,7
Indice phénol	1440	0,3	/	/	0,1
Zn	1383	0,8	/	0,3 à compter du 12/12/2026	0,43
Nonylphénols	6598	0,025	/	/	0,002
Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP)	6616	0,025	/	/	0,004

Rejet des eaux pluviales

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies dans le présent article :

Paramètres	Concentrations maximales instantanées (mg/l)
Matières En Suspension (MES)	30
Hydrocarbures	5
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	90
DBO ₅	25
Azote global	10

3.3.2 Rejets internes

Les rejets d'eaux résiduaire issues des circuits d'eau des installations relevant de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées (TAR) doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites figurant dans l'arrêté ministériel en vigueur applicable à ce type d'installation et, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents issus des autres installations du site.

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un ou plusieurs dispositifs de mesure totalisateur relevés journalièrement. Les résultats font apparaître les consommations relatives à chaque type d'approvisionnement. Ils sont portés sur un registre.

3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Rejet n°2 : Fosse API

Paramètre	code SANDRE	Fréquence de mesure
Débit journalier	/	En continu
pH	1302	
Température	1301	
DCO	1314	Hebdomadaire jusqu'au 11/12/2026 Journalière à compter du 12/12/2026
MES	1305	
DBO ₅	1313	Mensuelle
Nonylphénols	6598	
DEHP	6616	
Azote total	6018	Journalière à compter du 12/12/2026
Phosphore total	1350	

Paramètre	code SANDRE	Fréquence de mesure
AOX	1106	Mensuelle à compter du 12/12/2026
Hydrocarbures totaux	7009	Hebdomadaire
Indice phénol	1440	Mensuelle à compter du 12/12/2026
Cr	1389	
Cu	1392	
Ni	1386	
Zn	1383	
Pb	1382	
Indice cyanures totaux	1390	Trimestrielle à compter du 12/12/2026
Ion fluorure	7073	
Al	1370	
Cr(VI)	1371	

L'exploitant définit, **avant le 12 décembre 2026**, les modalités de mesures (étape 1) pour la caractérisation initiale de la toxicité des effluents du rejet n°2 selon la méthodologie du « Guide pour la mise en œuvre de la surveillance de la toxicité des rejets aqueux à l'aide d'essais biologiques dans le cadre des Meilleures Techniques Disponibles de la directive « IED » relative aux émissions industrielles », et programme les premières campagnes de mesures (étape 2 de la caractérisation initiale) **sur l'année 2027**.

Rejet n° 7 : eaux pluviales de voirie

Paramètre	code SANDRE	Fréquence de mesure
Débit moyen journalier	1421	Trimestrielle
pH	1302	
Température	1301	
DCO	1314	
MES	1305	
DBO ₅	1313	
Azote total	6018	
Hydrocarbures totaux	7009	

3.5 Surveillance des eaux souterraines

3.5.1 Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Piézo- mètre	Profondeur de l'ou- vrage (m/sol)	Localisation par rapport au site	Coordonnées RGF93-CC50 (Zone 9)			Aquifère capté
			X	Y	Z	
PZ1	7,11	Aval	1559121,96	9139234,28	6,57	Superficiel : Allu- vions de la Seine moyenne et aval (HG001)
PZ2	11,83	Aval	1559272,62	9139299,23	6,28	
PZ3	8,78	Aval	1559401,74	9139379,79	6,26	
PZ4bis	8,24	Amont	1559440,87	9139104,53	6,11	
PZ5	9,36	Amont	1559193,8	9138851,28	7,43	
PZ6	7,11	Amont	1559418,91	9138946,62	6,76	
PZ8	7,3	Aval	1559260,44	9139220,43	6,07	
PZ10	7,12	Amont	1559336,74	9139018	6,41	
PZ12	8,15	Centrale	1559278,95	9139077,73	6,08	
PZ14	5,96	Aval	1559231,33	9139201,4	6,09	
PZ16	8,28	Aval	1559190,05	9139255,65	6,4	
PZ18	7,08	Aval	1559250,62	9139258,63	6,01	
PZ21	7,11	Aval	1559251,5	9139200,33	6,06	
PZ24	non mesurée	Aval	1559067,15	9139226,14	6,38	
PZ26	non mesurée	Aval	1559079,52	9139232,13	6,62	
PZ28	7,08	Amont	1559331,75	9139107,7	6,17	
PZ30	8,34	Aval	1559435,41	9139235,81	6,29	
PZ31	8,09	Aval	1559370,46	9139295,24	6,51	
PZ32	8,04	Aval	1559334,72	9139268,53	6,23	
PZ33	7,18	Latéral	1559138,11	9138996,17	6,45	
PZ34	8,02	Latéral	1559061,65	9139118,99	7,02	
PZ35	8,41	Amont	1559447,19	9138979,39	6,55	
PZ36	7,41	Amont	1559434,93	9138894,8	6,47	

3.5.2 Programme de surveillance

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	code SANDRE		
Niveau piézométrique et des phases flottantes	1423 et 1689	Tous les piézomètres identifiés dans le présent arrêté	Une fois par semestre
Indice organoleptique	1411, 1416, 1739, 6498		
Paramètres physico-chimiques	1301, 1302, 1303, 1311, 1330		
HCT C5-C10 et C10-C40	3332 et 3319	PZ1 ; 2 ; 3 ; 4bis ; 5 ; 6 ; 8 ; 10 ; 12 ; 14 ; 16 ; 18 ; 21 ; 24 ; 26 ; 28 ; 30 ; 31 ; 32 ; 33 ; 34 ; 35 et 36	
Somme des 13 COV	6159		
Somme des COHV	7485		
HAP	6136		
Somme des 20 PFAS	8847		
4:2 FTSA	7945		
6:2 FTSA	7893		
6:2 FTAB	7991		
6:2 FTSaAm	7992		
8:2 FTAB	9362		
8:2 FTSA	7946		
PFOSA	6548		
MePFOSA	7089		
Phosphore	1350		
Indice phénol	1440		
Soufre	1819		
Métaux (cobalt, antimoine, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc)	1369, 1376, 1379, 1382, 1383 1386, 1387, 1388, 1389, 1392,	PZ3 ; 4bis ; 28 ; 30 ; 31 ; 32	

L'exploitant met en place des dispositifs de récupération de phase flottante (par exemple sous forme de boudins absorbants et de filtres passifs) sur les piézomètres impactés par la phase flottante.

3.5.3 Bilan quadriennal

Tous les 4 ans (premier rapport en 2025) , l'exploitant remet au préfet de la Seine-Maritime un rapport de synthèse dans le cadre des surveillances décrites dans l'article 3.5.2 comprenant à minima :

- les éléments demandés pour les rapports d'analyses périodiques ;
- le rappel du contexte de la surveillance (objectifs, dimensionnement et justification des ouvrages de surveillance, éléments recherchés...) ;
- une analyse de l'évolution des résultats de la surveillance sur la période des 4 années écoulées ;
- le cas échéant, les propositions de modification de la surveillance (substances, périodicité, implantation et dimensionnement des piézomètres...) ;
- tout autre élément que l'exploitant juge utile de porter à la connaissance de l'inspection des installations classées et permettant d'argumenter toute modification de la surveillance.

3.5.4 Évaluation de l'impact sanitaire des eaux souterraines

Avant le **31 mars 2026**, l'exploitant :

- identifie les différentes nappes souterraines susceptibles d'être impactées par les concentrations atypiques en PFAS présentes dans les eaux souterraines superficielles de l'établissement, y compris la nappe de la craie si elle est en communication avec la nappe des alluvions de la Seine ;
- recense les usages de ces nappes souterraines en aval hydraulique du site : forages AEP, forages industriels, agricoles, collectifs ou privés, puits, piézomètres, lien éventuel avec le parc-canal Camille-Claudé, etc. ;
- recense les caractéristiques des ouvrages d'accès à ces nappes souterraines : taille, profondeur, zone crépinée, débit de pompage, etc. ;
- identifie les eaux superficielles pouvant être impactées par les eaux souterraines (Seine, parc-canal Camille-Claudé, etc.) en considérant les impacts environnementaux possibles ;
- recense les usages de ces eaux superficielles : pêche, baignade, activités nautiques, etc.

Sur la base des éléments ci-dessus, l'exploitant réalise, **avant le 30 juin 2026** :

- des analyses, par un laboratoire accrédité, sur certains de ces ouvrages/masses d'eau souterraines et superficielles judicieusement sélectionnés, des 28 PFAS listés à l'article 3.5.2 du présent arrêté ;
- une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) conformément au guide INERIS « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées » de septembre 2021. Dans le cas où cette IEM conclurait à une vulnérabilité des milieux ou à une incompatibilité des milieux avec les usages, une proposition de plan d'actions avec échéancier en vue d'améliorer la situation est jointe à l'IEM.

3.6 Surveillance des sols

L'exploitant complète, **pour le 30 septembre 2026**, son rapport de base en effectuant des investigations dans les sols de la zone des installations incluses dans le périmètre IED du site.

Ces investigations portent au minimum sur les substances suivantes : pH, hydrocarbures totaux, somme des hydrocarbures aromatiques polycycliques, hydrocarbures aliphatiques volatils ; phénol ; BTEX ; cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel, zinc, anhydride maléique, phtalate de dibutyle ; amines, dont la diéthylènetriamine et la N-Aminoéthylpipérazine.

Par ailleurs, les échantillons de sol font également l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution des sols compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

Ces investigations sont ensuite renouvelées **tous les 10 ans à compter du 30 septembre 2026**.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux campagnes précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution mise en évidence par les résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

3.7 Dispositions spécifiques en cas de sécheresse

L'exploitant applique les dispositions :

- de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2025 ou de ceux l'ayant remplacé, définissant les seuils en cas de sécheresse dans le département de la Seine-Maritime et les mesures coordonnées de surveillance, de limitation ou d'interdiction provisoire des usages de l'eau.

4.1 Limitation des niveaux de bruit

Les dispositions du présent chapitre sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement.

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
65 dB(A)	60 dB(A)

4.1.2 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles édictées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23/01/1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

4.1.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence (au niveau des zones à émergence réglementée définies par l'exploitant) est effectuée tous les 3 ans, et dans l'année suivant la mise en service de nouvelles sources sonores pouvant avoir un impact acoustique sur le voisinage.

4.1.4 Bruits à tonalité marquée

L'établissement n'émet aucune tonalité marquée.

4.1.5 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

4.2 Insertion paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues,... sont mis en place en tant que de besoin.

5.1 Conception des installations

5.1.1 Règles générales de conception

Les organes de manœuvre pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel doivent être implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre. Pour les organes de sectionnement à fermeture manuelle, le sens de fermeture est signalé de manière visible. L'exploitant met en œuvre ces organes en cas de sinistres et doit définir les modalités de mise en œuvre dans une consigne ou procédure.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

5.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les salles de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés et protégés à minima vis-a-vis des risques instantanés suivant : toxiques, d'incendie et d'explosion.

Les sols sont imperméables et incombustibles (classe A1).

Toutes dispositions sont prises pour limiter la communication d'un sinistre éventuel d'un atelier ou une unité vers un autre atelier ou une autre unité et prévenir les effets dominos.

Les parois et les couvertures des ateliers sont incombustibles et conçus de manière à éviter la propagation de la flamme.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.3 Désenfumage des locaux comportant des zones à risque d'incendie

Les dispositifs concourant au désenfumage sont entretenus régulièrement, maintenus en bon état de fonctionnement et sont opérationnels.

L'exploitant dispose et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de vérifications et d'entretiens des dispositifs concourant au désenfumage.

Sauf dispositions contraires d'un arrêté ministériel, les nouveaux locaux comportant des zones à risque d'incendie doivent disposer d'un désenfumage efficace dont la surface totale en toiture ne doit pas être inférieure au 1/100^{ème} de la superficie de ces locaux. Ce désenfumage est assuré soit par ventilation naturelle permanente soit par des dispositifs à déclenchement automatique qui sont alors doublés de commandes manuelles. L'organe de manœuvre est commodément accessible et disposé à proximité des issues.

En complément, les bâtiments suivants disposent également d'un système de désenfumage décrit à l'alinéa précédent :

- le bâtiment C1 ;
- le SAS du magasin C1 ;
- le bâtiment D7 ;
- le poste de garde Sureté ;
- le local surpresseur ;
- la chaufferie comportant les installations G434-102 et 103 ;
- le bâtiment D4 ;
- le bâtiment L1 ;
- le bâtiment J1 ;
- le bâtiment B1

5.1.4 Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

5.1.5 Protection des équipements

Tous les équipements ou groupes d'équipements isolables susceptible d'être soumis à des effets de montée en pression sont protégés par des événements, soupapes ou dispositifs équivalents. Les dispositifs de limitation de pression doivent être conçus pour que la pression dans l'équipement ou le groupe d'équipements qu'ils protègent, ne dépasse pas leur pression maximale admissible.

Ces dispositifs doivent permettre d'évacuer un débit de produit suffisant pour limiter la montée en pression dans les équipements.

Le suivi de ces dispositifs de limitation de pression se fait, selon des procédures spécifiques, avec une périodicité d'examen adaptée.

5.1.6 Installations électriques

Les installations électriques sont contrôlées conformément à l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D18 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.

Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans un des registres prévus à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.7 Zones ATEX

Le matériel électrique et non-électrique utilisé dans une zone classée ATEX est conforme à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'exploitant tient à disposition de l'inspection le document relatif à la prévention contre les explosions (DRPCE) comprenant le plan de zonage ATEX du site ainsi que l'audit d'adéquation ATEX du matériel électrique et non-électrique.

5.1.8 Recharge de batteries

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, une zone de recharge peut être aménagée par bâtiment sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Des moyens de protection incendie adaptés aux risques et à la technologie de la batterie sont présents à proximité.

5.1.9 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Au moins deux accès de secours, éloignés l'un de l'autre et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

Les voies ont les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m ;
- rayon intérieur de giration : 11 m ;
- hauteur libre : 3,50 m ;
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

À partir de chaque stationnement « engins » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou à au moins deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 m de large au minimum.

5.1.10 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Les stockages fixes ou mobiles, les capacités, les tuyauteries, les aires de chargement, de chargement et de manipulation et leurs rétentions associées répondent, quelle que soit leur date de mise en service, à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Les réservoirs (ainsi que les accessoires et supports) font l'objet de tout contrôle approprié (visites intérieures...) permettant de garantir leur bon état et leur bonne étanchéité.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation. Les lignes et flexibles sont dimensionnés pour résister à la pression maximale de refoulement des skids, pompes, et autres équipements du circuit et ce même en cas de bouchon sur la ligne. Ils doivent être protégés contre les arrachements dans le cas de tuyauteries aériennes et l'écrasement en cas de tuyauteries souterraines. Leur cheminement doit être consigné dans un plan tenu à jour. Ils doivent être repérés in situ conformément aux règles en vigueur.

Les racks supportant les tuyauteries sont maintenus en bon état.

Les produits récupérés en cas de déversement ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux arrêtés réglementant le site ou doivent être éliminés comme des déchets.

L'exploitant doit prendre toutes dispositions pour éviter les écoulements accidentels de substances dangereuses polluantes ou toxiques ainsi que les rejets d'effluents susceptibles de résulter de la lutte contre un sinistre éventuel.

Il doit disposer notamment, à cet effet, de capacités de rétention dans les zones à risques et/ou sur les réseaux d'évacuation.

L'exploitant met en place les moyens nécessaires pour collecter les eaux polluées résultant d'un éventuel incendie, de telle sorte que ces eaux ne polluent pas le milieu récepteur (sols, eaux superficielles, eaux souterraines) et ne soient pas à l'origine d'un dépassement des valeurs limites d'émission des rejets aqueux fixées à l'article 3.3.1 du présent arrêté.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les rétentions affectées aux réservoirs mobiles ne peuvent également être affectées aux réservoirs fixes, sauf dans le cas des rétentions déportées. Les bassins de traitement des effluents, fosses, rétentions, ballons, appareils de procédé intégrés aux unités de fabrication ou aux postes de chargement et déchargement et réservoirs dédiés à certaines utilités (par exemple les groupes électrogènes et groupes de pompage incendie) ne sont pas considérés comme des réservoirs.

Les armoires contenant des liquides inflammables sont conçues dans les règles de l'art et disposent de rétentions appropriées.

Chaque réservoir avec transfert automatique est équipé d'un dispositif permettant à tout moment de connaître le volume du liquide contenu et d'un dispositif d'alarme de niveau haut relié à la salle de contrôle. Sur chaque tuyauterie de remplissage et à proximité de l'orifice, est mentionnée la capacité du réservoir qu'elle alimente.

5.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

5.2.1 Clôture

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2 m et de portails adaptés.

5.2.2 Arrêt d'urgence

Les installations disposent d'arrêts d'urgence et/ou de moyens d'isolement permettant de mettre en sécurité tout ou partie de celles-ci. Ces dispositifs sont susceptibles d'être activés depuis la salle de commande, localement ou en automatique. Des procédures ou consignes en définissent les conditions d'utilisation. Ils sont judicieusement disposés dans les installations et dans les salles de contrôles desdites installations de manière à pouvoir mettre en toutes circonstances les installations à risques en sécurité. Ils doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

5.2.3 Formation du personnel

En complément des dispositions de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, un entraînement régulier des opérateurs et intervenants, dont la fréquence doit être judicieusement déterminée par l'exploitant, doit confirmer la réactivité et la mise en œuvre des bonnes stratégies d'actions de mise en sécurité.

5.2.4 Sous-traitance

Sans préjudice des dispositions du code du travail ou des conventions collectives s'appliquant à l'établissement, l'exploitant met en place un dispositif de sélection et, si nécessaire, d'habilitation des entreprises extérieures. Ce dispositif définit les critères et les modalités de sélection et d'habilitation de ces entreprises. Ces critères et modalités peuvent être proportionnés aux dangers présentés par les tâches accomplies par ces entreprises extérieures.

L'exploitant met en place un système de contrôle et de réception après travaux. Ce système a pour objectif de s'assurer que les travaux réalisés sont conformes au cahier des charges et que les installations, après travaux, ont un niveau de sécurité conforme à ce qui était attendu. Sans préjudice des autres réglementations, des dispositions sont mises en œuvre pour gérer les phases de travaux (plan de prévention...).

5.2.5 Détecteurs

Pour les détecteurs gaz et incendie, à tout moment, l'alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence et/ou mise en sécurité. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

5.2.6 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

L'exploitant met en place les mesures de maîtrises des risques, conformément à ses études de dangers, telles que définies dans l'arrêté du 29 septembre 2005.

L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères définis dans l'arrêté du 29 septembre 2005 et l'arrêté du 4 octobre 2010. Chaque MMR fait l'objet d'une fiche récapitulative dans laquelle les éléments suivants sont détaillés:

- description de la fonction de sécurité et principe de fonctionnement ;
- type de mesure (technique active, passive, instrumentée de sécurité, action humaine, à action manuelle de sécurité) ;
- description des éléments de la chaîne assurant la fonction de sécurité (détection, traitement, action), les seuils de fonctionnement et la description des différentes actions ;
- efficacité de la fonction de sécurité ;
- indépendance de la fonction de sécurité ;
- cinétique de mise en œuvre de la fonction de sécurité / cinétique de l'événement à maîtriser ;
- test, contrôle et inspection à mener sur toute la chaîne de sécurité ou sur les différents éléments de la chaîne de sécurité. Le test des différents éléments de la chaîne de sécurité est accepté sous réserve du recouvrement des parties testées pour vérifier l'ensemble de la boucle détection - transmission - action. La périodicité des tests, contrôles et inspection est mentionnée.
- maintenance des différents éléments de la chaîne de sécurité. La périodicité des différentes opérations est mentionnée ;
- niveau de confiance ;
- organisation en cas de défaillance de la fonction de sécurité ou d'une partie de la chaîne de sécurité : arrêt / mesures compensatoires justifiées ;
- mise en sécurité en cas de défaillance des utilités nécessaire à son fonctionnement : sécurité positive ou secours de l'alimentation (En cas de secours d'alimentation, la fréquence de test de ce secours est mentionnée) ;

Ces fiches sont régulièrement mises à jour, notamment suite aux anomalies et/ou défaillances. Ils sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'indisponibilité ou l'inhibition (shunt ou by-pass) d'une MMR ou d'une partie de la chaîne de sécurité doit être enregistrée et clairement signalée aux opérateurs (notamment en salle de commande si elle existe) en précisant les mesures compensatoires mises en œuvre. L'exploitant prend toutes les

dispositions pour que l'information soit assurée lors des changements d'équipes. L'inhibition ne doit pas être possible par une action simple, mais doit être protégé par un code ou une clé ou tout autre dispositif équivalent après validation selon une procédure adaptée décrivant notamment le niveau hiérarchique autorisant l'inhibition. L'exploitant met en œuvre les actions correctives pour limiter le temps d'indisponibilité ou d'inhibition.

Le dépassement d'un seuil de sécurité sans action automatique associée doit déclencher une alarme en salle de contrôle et des actions correctives associées. En particulier, la séquence de mise en sécurité de l'unité est prédéfinie et consignée dans une procédure écrite.

Les procédures et instructions concernant la conduite à tenir sont clairement formalisées. Elles sont connues et appliquées par les opérateurs. L'exploitant en vérifie la connaissance et l'application dans le temps.

Les éléments techniques de sécurité de chaque séquence de mise en sécurité mentionnée ci-dessus (chaîne de traitement, système de traitement, actionneurs) doivent être définis et suivis en tant que mesure de maîtrise des risques.

5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement met en œuvre des moyens d'intervention conformes aux études de dangers et à sa stratégie de défense incendie.

L'exploitant définit par le biais de plans de défense incendie les mesures techniques et organisationnelles pour lutter contre un incendie susceptible de se produire dans ces mêmes installations.

Ces plans de défense incendie sont inclus dans le Plan d'Opération Interne de l'exploitant.

Les plans de défense incendie décrivent les stratégies de protection des installations à proximité sur site pouvant être impactées par les effets dominos de l'incendie considéré, ainsi que les stratégies de gestion d'un éventuel débordement de rétention de l'installation visée.

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. Ceux-ci sont entretenus conformément à l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'exploitant dispose d'une réserve d'eau de 2 000 m³ suivie en permanence via un contrôle de niveau et appoint automatique par l'alimentation d'eau du site.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie dans des bâtiments, ceux-ci sont conçus, installés, entretenus et vérifiés régulièrement conformément aux référentiels reconnus en vigueur. L'installation doit être reconnue comme étant adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage par un organisme compétent dans le domaine de l'extinction automatique.

5.4 Sécurité des procédés

L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

5.4.1 Documents de sécurité

Pour tous les procédés mis en œuvre dans l'établissement, l'exploitant dispose de documents mentionnant les informations suivantes :

- caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre ;
- matières premières, produits intermédiaires isolables et produits fabriqués, y compris les impuretés connues lorsque c'est pertinent (contribution à l'instabilité de la masse réactionnelle, produits CMR, toxiques...), les quantités maximales mises en œuvre ;

- potentiels de dangers, notamment : éléments de cinétique et thermodynamiques des réactions chimiques principales mises en œuvre avec estimation du potentiel énergétique maximal de la masse réactionnelle et identification des dangers de dégagement de produits toxiques ;
- étude de la cinétique et de la thermodynamique des réactions chimiques principales avec estimation du potentiel énergétique maximal de la masse réactionnelle en cas de réaction exothermique.
- connaissance des réactions secondaires dangereuses éventuelles (type d'impuretés, éléments de cinétique et de thermodynamique) ;
- incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans le procédé ;
- installations dans lesquelles le procédé peut être réalisé, dangers présentés par les fluides utilisés, stockages associés ;
- une analyse de risque permettant de délimiter les conditions opératoires sûres du procédé, et d'identifier les causes éventuelles des dérives des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures de maîtrise des risques qui en découlent ;
- modes opératoires, consignes de démarrage, d'exploitation, d'arrêt et de nettoyage ;
- les habilitations requises pour intervenir sur le procédé ;
- consignes de sécurité propres à l'atelier. Celles-ci devront en particulier prévoir explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.

Ces éléments, qui peuvent être inclus dans les études de dangers du site, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont complétés ou révisés au fur et à mesure de l'apparition de connaissances ou risques nouveaux.

5.4.2 Documents de fabrication

Pour tout procédé de fabrication, l'exploitant dispose de documents mentionnant :

- les différentes étapes de fabrication ;
- les points de vigilance lors des différentes étapes de fabrication ;
- les étapes qui nécessitent une validation ;
- la liste des barrières de sécurité pour assurer la maîtrise de la sécurité du procédé.

5.4.3 Modification et actualisation de procédés existants

Toute modification d'un procédé existant donne lieu à une actualisation des documents de sécurité et de fabrication définis ci-dessus.

Préalablement à sa réalisation, toute modification de procédé fait l'objet d'un examen, selon des procédures spécifiques et d'une validation par le service compétent en la matière.

5.4.4 Formation

La formation théorique et pratique des opérateurs inclut une formation spécifique sur les phases de procédé particulièrement dangereuses et à la gestion des situations d'urgence. Les opérateurs amenés à conduire des procédés au stade pilote disposent d'une formation spécifique.

Le profil de qualification correspondant à un niveau de connaissance est défini par l'exploitant. Les opérateurs doivent être sensibilisés aux différents dangers.

L'exploitant établit une liste récapitulative des niveaux de formation et d'habilitation des opérateurs.

5.5 Inondation

Les dispositions à prendre en cas d'inondation sont définies par l'exploitant.

L'organisation des mesures de sauvegarde en cas d'alerte aux crues de la Seine doit être intégrée au plan d'opération interne décrit à l'article 2.4.6 du présent arrêté. Une procédure interne au site décrit les actions à entreprendre en cas d'alerte liée aux inondations afin de prévenir une pollution du milieu.

En cas de présence d'eau au niveau des installations et afin de se prémunir de défauts électriques suivis de déclenchements, l'unité est arrêtée et mise en repli.

6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

À l'exception des dispositions particulières visées dans le présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des dispositions du titre IV du livre V du code de l'environnement, en particulier les règles de traçabilité et obligations de valorisation des déchets.

Les principaux lieux d'entreposage temporaire des déchets produits par l'activité du site sont :

- les bacs de déchets :
 - T439001(eaux polluées)
 - T439002 (phases organiques)
 - T219009 (eaux sodées)
 - T101080 (mélanges d'hydrocarbures)
- 7 bennes (en fonction du type de déchets)
- les armoires déchets.

6.1 Production de déchets – Limitation du stockage sur site

Les quantités maximales de déchets stockées sur le site sont les suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets inertes	Variables selon travaux
Déchets non dangereux	180 tonnes
Déchets dangereux	307 tonnes

7.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

7.2 Délais et voies de recours

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

7.3 Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des communes de ROUEN et de PETIT-QUEVILLY, et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie des communes de ROUEN et de PETIT-QUEVILLY pendant une durée minimum d'un mois. Les maires de ROUEN et de PETIT-QUEVILLY font connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

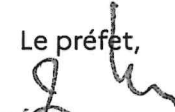
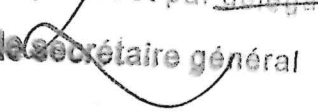
L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

7.4 Exécution - Ampliation

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, les maires de ROUEN et de PETIT-QUEVILLY, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

17 FEV. 2026

Fait à Rouen, le

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE